



Un supporter de Trump lors des dernières élections. (OLYPHANT, 14 OCTOBRE 2020/PETER VAN AGTMAEL/MAGNUM)

## Sous Joe Biden, un boom économique et ses zones d'ombre

**CONJONCTURE** Le PIB des Etats-Unis explose, le taux de chômage est bas, les salaires sont en hausse, tout comme les investissements dans les énergies renouvelables. Mais le coût de la vie a augmenté

RICHARD ÉTIENNE  
X @rietienne

Comment se porte l'économie américaine? Et quel bilan peut-on dresser de la présidence de Joe Biden sur ce front? Des questions à 28 trillions de dollars, pourrait-on dire, à deux mois de la présidentielle. Soit le montant du PIB des Etats-Unis, en plein boom depuis un demi-siècle, en particulier ces quatre dernières années. Il fait de ce pays la principale puissance au monde devant la Chine (18 trillions de dollars), l'Allemagne, le Japon et l'Inde (4 trillions chacun). Pertinent pour montrer l'intensité des échanges, pas pour évaluer les conditions de vie.

Pour mesurer l'économie américaine, les indicateurs ne manquent pas, mais il n'est pas facile d'y voir clair. Le taux de chômage

est certes bas – 4,3% en juillet – deux fois moins qu'en 2011, mais la dette publique, largement supérieure au PIB, s'aggrave. Pour les analystes de JPMorgan Chase, elle risque de devenir «insurmontable» et de provoquer une nouvelle crise financière. Après un pic en 2022, l'inflation tend à baisser, mais elle demeure importante. Les prix des aliments restent élevés, les salaires ont augmenté, mais le coût de la vie aussi. Ceux de l'énergie ont par contre baissé depuis que les Etats-Unis extraient des hydrocarbures et posent des panneaux solaires comme jamais auparavant.

### «Comme Roosevelt»

La part des Américains qui se sont sentis en moins bonne posture financière ces deux dernières années serait néanmoins plus importante que celle qui a vu sa situation s'améliorer, selon un sondage de la Réserve fédérale. Et les inégalités restent criantes – 1% de la population détient 30% des richesses – malgré les mesures démocrates visant à soutenir les classes moins nanties.

L'Etat, dans ce pays dit libéral, a joué les



premiers rôles sous Joe Biden, «aussi interventionniste qu'a pu l'être Franklin Roosevelt, avec son New Deal pendant les années 1930», estime le politologue Daniel Warner. Les «Bidenomics», comme a vite été surnommée la politique économique du démocrate [mot-valise pour Biden et economics], sont, selon lui, un concentré de mesures d'aide, de soutiens aux infrastructures, de filets de sécurité sociale, liés ou non au covid.

Avec quel bilan? «L'inflation baisse, le dollar reste fort, les indicateurs sont positifs. Comme le dit le Nobel de l'économie Paul Krugman, l'Amérique économique se porte bien mais elle reste énigmatique car le peuple ne semble pas convaincu», estime Daniel Warner. Cette ambivalence, on la retrouve dans le fameux Inflation Reduction Act (IRA).

Cette loi promue en août 2022 vise notamment à subventionner les projets économiques à caractère durable. Elle est souvent présentée en Europe comme la mesure phare de Joe Biden parce qu'elle aurait engendré un virage vers les énergies propres en les subventionnant massivement.

L'IRA a déclenché aux Etats-Unis un engouement vert sans précédent, selon le cabinet Rhodium Group et le MIT. En deux ans, des entreprises ont annoncé 336 milliards de dollars d'investissements dans ce cadre, dans des secteurs tels que la mobilité électrique, les batteries et le photovoltaïque. De quoi réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre du pays dans les prochaines années.

Des applaudissements prématurés? C'est ce que semble indiquer une enquête du *Financial Times* en août, selon laquelle 40% des projets lancés dans le sillage de l'IRA sont englués s'ils n'ont pas capoté. «Ces retards sont largement dus aux incertitudes liées aux subsides qui pourraient disparaître si Trump est élu. Ils seraient en danger si Harris devient présidente, mais que les démocrates ne gagnent pas à la Chambre du Congrès», estime le professeur à l'IMD Simon Evenett. «L'IRA a généré des investissements mais créé peu de

postes, ce qui n'est pas étonnant car la tendance à long terme dans l'industrie est à la baisse des emplois, partout dans le monde», analyse-t-il. La productivité augmente, on a besoin de moins de main-d'œuvre et quand les gens sont plus riches, ils dépensent surtout dans les services, selon lui.

«Si l'IRA avait été un produit, on irait en justice pour publicité mensongère. Cette loi a plus à voir avec une hausse de l'inflation, qu'une baisse, comme le suggère son intitulé. C'est comme dans 1984 de George Orwell: le nord devient le sud», affirme Simon Evenett. «On verra dans cinq ans si elle a vraiment eu un impact.»

## Vu de Suisse

«Les Etats-Unis, sûrs et en pleine croissance, restent le meilleur pays pour investir et c'est ça, plus que les différentes lois de Joe Biden, même si elles ont eu un impact positif, qui intéresse les entreprises suisses», estime Rahul Sahgal, le directeur de la Swiss-American Chamber of Commerce.

Dans la nation de la voiture, les ventes de véhicules sont également un indicateur conjoncturel, et elles ont augmenté de près de 3% au premier semestre. La part des modèles électriques et hybrides affiche une progression en dents de scie, avec une baisse au premier trimestre et une hausse au deuxième (à 18%, comme en Suisse). «Les véhicules électriques ne se sont pas si bien vendus aux Etats-Unis malgré les mesures incitatives, parce qu'ils restent plus chers que les véhicules à essence», estime Simon Evenett.

Quel candidat serait meilleur pour la Suisse? «Les tarifs douaniers que Trump veut instaurer représentent une menace pour les entreprises suisses, d'autant plus que les Etats-Unis sont le premier débouché des exportations helvétiques. Mais Trump parle aussi de baisser les impôts sur les bénéfices des entreprises, ce qui serait apprécié en Suisse. Kamala Harris, c'est le contraire: moins de barrières douanières mais sans doute plus d'impôts», estime Rahul Sahgal. ■